

# C'EST PAS LE PRÉSIDENT C'EST TOUTE LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT CHANGER

Pouvoir d'achat en baisse et pouvoir patronal en hausse... Pourtant la campagne électorale nous promet tout, sauf l'essentiel : **pouvoir décider vraiment de notre sort**. Où sont les propositions pour démocratiser la production industrielle, les administrations, le partage des richesses ? Où sont les solutions pour mettre fin à la domination des femmes par les hommes ? pour mettre fin au racisme et aux discriminations ? pour éviter les catastrophes écologiques ?

## LA « DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE » EST UNE FAÇADE DE DÉMOCRATIE

Les grand-es capitalistes détiennent l'essentiel du pouvoir économique, donc l'essentiel du pouvoir. Leur pouvoir est héréditaire et arbitraire. Ce système est en fait une aristocratie patronale.

## LE SYSTÈME EST EN CRISE, ET IL EST TEMPS D'EN CHANGER

Comme les élections passent sans que rien ne change fondamentalement, les institutions « démocratiques » sont entrées dans une crise de représentativité et de légitimité, nourrie par des candidats de fausse rupture. Il n'est pas tant question de participer à ce système à bout de souffle que de réussir à changer la société.

## NOUS N'AVONS RIEN À ATTENDRE DU CAPITALISME

Dissipons tout de suite tout le malentendu : il ne peut pas y avoir de démocratie réelle dans le cadre du capitalisme. Pourquoi ? **Parce que le capitalisme place le champ économique « hors démocratie »**, entre les mains du marché, et en possession d'une minorité privilégiée, non élue, au pouvoir héréditaire.



Le système électoral, qu'il soit français, belge ou suisse, remplit le même rôle : faire apparaître l'État, et ses gouvernant-es, comme légitimes. L'État peut ensuite tranquillement fournir au capital le cadre nécessaire à sa croissance sur le dos de l'environnement, des travailleuses, des travailleurs et du reste de la population. **Tant du moins qu'on ne se bat pas trop fort**, pour reprendre le contrôle sur ce que nous produisons et dans

quel but, bref pour décider de quelle société nous voulons.

Aujourd'hui les principaux moyens de production, les principaux outils de distribution sont la propriété d'une petite partie du grand patronat : celui du CAC 40, de la direction du Medef, et leurs équivalents hors de France. **La démocratie ne peut donc se construire que contre le capitalisme.**



- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire.
- Je m'abonne au mensuel *Alternative libertaire* (22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- NOM..... PRÉNOM.....
- TÉL. .... E-MAIL .....

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cédex 19

# ROMPRE AVEC LE CAPITALISME PLUTÔT QUE CHANGER SON VISAGE

La plus grande partie des candidates et candidats représentent des variantes de la gestion du capitalisme, ils et elles sont cependant d'accord sur l'essentiel : c'est « l'économie » (entendez le capital : le patronat et les financiers, d'où qu'ils viennent) qui donne le ton. **Libéraux, pseudo-progressistes, nationalistes de droite et d'extrême droite sont les différents masques d'un même projet capitaliste** en perpétuel ajustement, lâchant plus ou moins de lest face aux mouvements sociaux....

Une partie prétend qu'on pourrait s'en sortir en dopant la production française et en rétablissant un contrôle national sur l'économie. Mais si cet effort de « relocalisation » ne s'accompagne pas d'une remise en cause radicale du modèle capitaliste, les travailleuses ne gagneront rien au change, l'exploitation ne fera que changer d'échelle.

On a beau être sincère, **espérer faire bouger les choses par les urnes c'est rester à la merci du capital**. Réformistes sociaux-démocrates ou écologistes, ils et elles finissent tous et toutes par abandonner leurs projets de réforme sous la pression du capital, faute de pouvoir ou vouloir faire appel aux mobilisations populaires contre ce dernier : le Parti socialiste de victorieux en

1981, Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce ne sont pas parvenus à changer en profondeur la société. Ces expériences ont même largement contribué à affaiblir les mouvements syndicaux et sociaux, elles ont entraîné une baisse de combativité et du découragement. On ne peut pas obtenir de changement émancipateur par le pouvoir étatique : toutes les expériences réformistes ou révolutionnaires (de l'URSS en passant par la Chine ou l'Amérique latine) du XX<sup>e</sup> siècle l'ont cruellement démontré.

## FAIRE GAGNER NOTRE CAMP

Toute cette énergie, nous préférons la mettre aujourd'hui au service des luttes sociales pour faire gagner concrètement notre camp: le camp de notre classe sociale, **qui fait réellement fonctionner la société et qui ne peut compter que sur ses propres forces**, celles de la base.

Car une sorte de radicalité de la rue existe aujourd'hui. Une gauche authentique, sincère, entière, dénuée de calculs politiques et électoraux : c'est la gauche des syndicats combattifs, des mouvements sociaux, féministes, LGBTI, antiracistes, écologistes, de la jeunesse, des travailleuses et travailleurs en lutte - contre la marchandisation de la société, les privatisations, les

licenciements, les délocalisations, la précarité, les discriminations et les exclusions. Pour que cette « gauche de la rue » donne de la voix, il faut impulser des mobilisations sociales, les fédérer, **organiser une riposte globale aux attaques capitalistes**.



## Quatre problèmes que les élections ne résoudreont pas

### 1. L'URGENCE ÉCOLOGIQUE : UNE PRODUCTION NON CAPITALISTE

La température s'accroît toujours, la biodiversité chute, et les scénarios optimistes des tenants de la « croissance verte », de l'« innovation verte » et de l'« emploi vert » ne se vérifient pas plus que les intox des climato-sceptiques. Les scénarios (et les campagnes) des candidat-es reposent sur les prêts des banques, les banques, elles, reposent sur les intérêts : le capital et sa croissance. Avant même l'énergie utilisée, pour contrer le changement climatique, la seule solution est internationale: sortir de leur système, du système capitaliste.

### 2. UN TRAVAIL UTILE POUR TOUTES ET TOUS ?

« Fin de crise » : les boulots précaires embauchent ! Bientôt toutes et tous Deliveroo, UPS, Amazon ou en centre d'appel, payés au lance-pierre, avec des horaires qui changent tous les

jours ? En intérim dans les usines pour suivre le rythme ? Dans les services plus si publics pour tenter de transporter, réparer, nourrir les corps et les esprits cassés ? Ce ne sont pas les élus qui décideront de la production, qui amélioreront les salaires, ou les conditions de travail. Ce sont les rapports de force avec les patrons privés, publics ou « mixtes ».

### 3. L'ÉTAT N'A PAS DE SOLUTION CONTRE LE PATRIARCAT

Des millions de femmes sont battues par leurs conjoints, des dizaines sont tuées chaque année, le plus souvent au moment de la rupture. Le pouvoir peut au maximum proposer plus de moyens pour la police et la justice et une vraie prise en compte de ces violences. Mais la solution est celle de la solidarité des femmes entre elles, d'organisations puissantes à même de protéger les femmes et d'instruire les hommes. De même l'exploitation des femmes à la maison

ne se réglera pas « d'en haut » mais par d'autres organisations de la vie privée, pensées collectivement par les personnes concernées.

Il en va de même pour les discriminations envers les personnes LGBTI : là aussi, ce sont les luttes à la base qui peuvent changer la donne.

### 4. RÉSORBER LA « FRACTURE SOCIALE »

Promesses ou menaces: de mesures ou de contre-mesures, de réformes, de chocs pour aider ou cesser d'aider les précaires. On monte les un-es contre les autres, et toute mesure sociale va avec une mesure antisociale et des violences policières, car les seuls en mesure de négocier actuellement, ce sont les capitalistes, qui ont intérêt à diviser pour mieux régner. En réalité, les élu-es, les candidat-es ne peuvent pas proposer de solutions, car la seule arme contre la division, c'est la solidarité à la base, c'est l'union des classes populaires dans l'action.

# S'ORGANISER POUR MIEUX LUTTER

**Quel que soit le résultat de la présidentielle, il n'y a pas de sauveur suprême. C'est dans nos luttes collectives et par elles seules que nous pourrons changer les choses.**

A toutes les époques, ce sont l'engagement collectif et les rapports de force créés par le mouvement ouvrier ou le mouvement social qui ont pu faire reculer l'exploitation capitaliste, les différentes formes de domination et permettre des conquêtes sociales. En 1936 ont eu lieu de grandes avancées sociales : les contrats collectifs, des hausses de salaires où encore la réduction du temps de travail et l'obtention des congés payés. **Ces avancées n'ont été permises que par la grève générale et les occupations des lieux de travail**, et nullement par la coalition électorale nommée « Front populaire » qui a été bien contrariée par ces grèves.

**Les avancées sur les droits des femmes des années 1970 sont le résultat des mobilisations féministes** de ces années là bien plus que d'une loi, comme la « loi Veil » par exemple sur l'IVG qui en est au contraire une conséquence.

Rien de tout ça n'est spontané, bien au contraire, il a fallu **s'organiser** pour créer des rapports de force et mettre en place des **contre-pouvoirs**, pour avancer et faire bouger la société.

## Des contre-pouvoirs indispensables

En **période non révolutionnaire**, ou quand comme aujourd'hui le mouvement social semble affaibli, il est important de **construire et de renforcer les espaces de contre-pouvoirs**.

Syndicats de lutte, comités de privé-es d'emploi, comités de mal-logé-es, organisations féministes, collectifs antiracistes, comités dénonçant les violences policières... Tous participent d'une logique de contre-pouvoir face au capitalisme et à l'État. Ces contre-pouvoirs sont les embryons d'une alternative politique et sociale. Cette alternative demande qu'ils adoptent des pratiques autogestionnaires et des perspectives anticapitalistes, anti-patriarcales, antiracistes, écologistes, révolutionnaires... Par ailleurs, renforcer et développer ces contre-pouvoirs, c'est aussi renforcer notre autonomie face aux capitalistes et à l'État.

Dans une perspective révolutionnaire, **les contre-pouvoirs vont former la base d'un réseau** d'organes démocratiques : fédérations locales, fédérations d'industries, communes, conseils, comités de quartier ou d'usine, assemblées populaires, ce sont les noms que peuvent prendre tous ces collectifs démocratiques. Prêts à reprendre les activités économiques et sociales, ce sont **les outils**

**de l'indispensable rupture révolutionnaire.**

Des mouvements des gilets jaunes aux mouvements contestant la gestion coloniale en Guadeloupe et Martinique, en passant par les mobilisations régulières des infirmier-es, des cheminot-es, des postier-es, des travailleuses et travailleurs de l'Éducation et du secteur social, une réserve de radicalité existe qui peut s'organiser à la base. **C'est le moment pour les classes populaires de redevenir actrices et décideuses !** Il y a urgence à ce que nous soyons toujours plus nombreuses et nombreux à participer aux mouvements sociaux, aux grèves, au syndicalisme, aux associations de lutte... Il faut donner en cette période la priorité à la mobilisation sociale, au débat et à l'action collective.



## Des luttes radicales... et comment les mener

Seules les luttes directes menées à la base peuvent imposer de véritables transformations contraires aux intérêts capitalistes.

### **1/ LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE, UN SYNDICALISME DE CLASSE**

L'action syndicale dans le monde du travail est une première forme d'organisation de classe indispensable. La participation active au syndicalisme montre que les travailleuses et des travailleurs peuvent s'organiser contre l'exploitation, en luttant. Le patronat compte sur l'isolement individuel des travailleurs et travailleuses, et **c'est le syndicalisme qui permet de lui opposer une force collective** quand il pratique la lutte et l'auto-organisation en mettant en avant l'autonomie et l'intelligence collective des syndiqué-es de la base.

### **2/ QUAND LE SYNDICALISME N'EST PAS POSSIBLE OU NE SUFFIT PAS**

Il y a encore certaines limites actuellement aux organisations syndicales. Selon les cas et

selon les circonstances, les travailleurs et travailleuses en lutte pourront utiliser à côté, ou en plus, d'autres formes d'organisation, **comme les assemblées générales, les comités de grève ou encore les coordinations.**

### **3/ LES LUTTES SOCIALES HORS DU MONDE DU TRAVAIL**

Les luttes sociales **ne se limitent pas à celles que les travailleuses et travailleurs mènent au travail**. Les luttes qui remettent en question du système passent aussi par d'autres formes de mobilisation et d'organisation: celles des chômeuses, chômeurs et précaires, les luttes sur l'habitat, sur les lieux d'études, sur le cadre de vie, le combat écologiste, les droits des femmes, les droits LGBTI ou encore les luttes contre le racisme, les violences policières et autres formes de discrimination.

Dans tous les cas, **l'autogestion des luttes, le pouvoir aux assemblées générales et la démocratie directe** sont des conditions indispen-

sables pour que toutes et tous puissent y participer, pour permettre que toutes et tous décident de la direction du mouvement et ses buts. C'est en effet **dans les luttes d'aujourd'hui que nous préparons la société de demain** en y développant les pratiques et les rapports sociaux de ce que nous voulons construire.

Les luttes peuvent entraîner la mobilisation en masse des exploité-es, elles permettent **des prises de conscience et des expérimentations concrètes d'auto-organisation**. Elles peuvent porter des projets alternatifs à la gestion par le capital comme des coopératives, et les activités associatives autogérées qui en sont issues peuvent porter une remise en question globale de la société. Il est donc important dans nos luttes d'avoir en même temps des revendications **immédiates**, permettant d'améliorer les conditions matérielles d'existence de toutes et tous, et des revendications visant à construire une autre société, en rupture directe avec le capitalisme.

# UN PROJET POUR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

**Sans mouvements sociaux forts, pas de possibilité de transformer la société. Mais sans projet de société alternatif au capitalisme, pas de possibilité de convergence des luttes.**

Le capital a sa conception, faussée, de la démocratie. La nôtre repose sur le **pouvoir populaire**. Opposée à l'autoritarisme, la démocratie que nous voulons est directe, sans l'intermédiaire de présidents incontrôlables, d'élus manipulés et manipulateurs, de leaders autoproclamés. Pour décider nous-mêmes, il n'y a pas besoin de refonder la République, d'organiser un tirage au sort ou de soumettre des pétitions. Il n'y a pas besoin de redéposer le « fardeau » entre d'autres mains. Organisons la **démocratie directe** : pour que les grandes décisions reviennent à la population, et pas à des politiciens professionnels. Le système électoral sera remplacé par une démocratie authentique, ancrée dans la société parce que **sans intermédiaires, fédéraliste et autogestionnaire**. Et nous pouvons partir, dès aujourd'hui, de l'expérience concrète, des réussites et des échecs du mouvement ouvrier lorsqu'il s'est organisé par lui-même, parfois à l'échelle d'un pays.

**Le lieu de la décision de base est l'assemblée populaire**, la réunion de toute la population habitant et travaillant sur un territoire, par exemple une commune. Après débat et confrontation d'idées, pour garantir le contrôle des décisions prises démocratiquement, les délégués sont chargés de les appliquer ont un **cadre strict, fixé par l'assemblée, le mandat**. Ce cadre ne dépend pas d'un programme, de promesses, des opinions ou de l'humeur des délégués. S'il n'est pas suffisamment bien rempli ou pas respecté, on retire leur mandat aux délégués, tout de suite, sans attendre cinq ans. La décentralisation des pouvoirs politiques et économiques, la démocratie de base appliquée à tous les échelons de la société feraient disparaître les castes décideuses que sont le patronat et la classe politique professionnelle.

## **UNE SOCIÉTÉ GÉRÉE DE MANIÈRE COLLECTIVE ET SOLIDAIRE**

A partir de là, on gère la production et les besoins de toute une région. Et alors comment faire pour ce qui n'existe pas dans une région ? C'est là qu'interviennent les principes de solidarité et de mise en commun des moyens. Les régions s'entraident, mettant en œuvre les moyens collectifs pour améliorer la vie de toutes et tous, en faisant en sorte de respecter les inté-

rêts généraux sans léser les individus, les communes, les environnements. Car débarrassé de la compétition entre territoires, **l'intérêt de chacun est le développement et l'autosuffisance de l'autre**, ce qui permet également de rassembler des forces pour répondre à des projets plus ambitieux, à une échelle interrégionale, internationale... et de réussir là où le capitalisme échoue à préserver nos intérêts vitaux.

Dans chaque région du monde, il appartient ainsi aux travailleuses et aux travailleurs de reprendre les rênes de l'économie pour ne pas laisser le capitalisme les asservir et détruire la planète.

L'expropriation des capitalistes, c'est la seule voie pour reprendre notre destin d'entre leurs mains. Ce n'est qu'en socialisant les entreprises et l'économie en général que nous pourrions produire ce qui est socialement utile et écologiquement viable, et faire en sorte que ce soit réellement les travailleurs et les travailleuses, et non une quelconque classe dominante, qui détiennent le pouvoir.

## **LA SOCIALISATION DE L'ÉCONOMIE : LA DIRECTION DES ENTREPRISES PAR LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES**

Les assemblées des travailleuses et des travailleurs, libres, décident des moyens à employer pour produire. Infrastructures lourdes ou légères, formation, intégration de nouvelles technologies ne sont plus forcées : elles répondent à une décision des travailleuses et des travailleurs coopérant librement pour répondre aux besoins de la population, en commençant d'abord par le fondamental : l'alimentation, la santé, le logement, les déplacements, la formation. C'est rendre possible la sortie du productivisme qui entraîne gaspillage et catastrophes écologiques, pour une production qui serve non au profit de quelques-uns mais à la satisfaction des besoins de toutes et tous.

## **UNE SOCIÉTÉ LIBRE ET ÉGALITAIRE : UN MOTEUR POUR S'ENGAGER**

Tout cela ne peut exister que si nous sommes prêtes à nous battre pour ce projet de société. Car **oui, c'est bien d'une révolution qu'il s'agit**. Une révolution dont il faut construire les bases sans attendre le résultat des élections. En luttant,



dès aujourd'hui, contre le système capitaliste et l'ensemble des oppressions, patriarcales, racistes, qui ne prendront pas fin avec le capitalisme, en rejoignant et en remobilisant les luttes à la base des organisations syndicales, LGBTI, antiracistes, pour le logement, pour le soutien aux migrant-es...

Cette société libre et égalitaire que nous souhaitons, nous l'appelons communiste libertaire. **Communiste, elle mettra en avant le collectif, l'égalité, la solidarité. Libertaire, elle garantira la liberté, l'émancipation des individus.** Les objections reposant sur une « nature » humaine absolue, incapable de vivre dans un monde juste ne tiennent pas debout. La « nature » humaine, plutôt qu'une réalité est une construction sociale, elle évolue. De la même manière, la société communiste libertaire est destinée à évoluer, à s'améliorer, à s'adapter aux nouveaux besoins grâce à son fonctionnement démocratique réel. Nous ne réglerons donc pas tout du jour au lendemain. **Une transition entre le capitalisme et le communisme libertaire est indispensable, et elle commence maintenant.** Nous appelons le plus grand nombre possible de travailleurs et de travailleuses à débattre dès à présent de la société dans laquelle ils et elles veulent vivre. Notre objectif est réaliste, bien plus qu'un capitalisme à visage humain. **Pour changer la société, un projet de société communiste libertaire constitue à la fois une base, un outil et un moteur.**

# Pour tout changer : révolution !